

Une indifférence dangereuse

Dossier de la rédaction de H2o
April 2014

Le constat Rabankhi Abou-Bâkr Zida sur la négligence de la municipalité de Ouaga

Les

autorités d'autan ont cru bien faire en construisant dans les années 1960, les barrages n° 1, 2 et 3 de la ville de Ouagadougou. L'objectif était d'approvisionner les populations en eau potable. Avec une capacité cumulée de plus de 14 millions m³, ces ouvrages jouent un rôle non négligeable dans l'approvisionnement de la ville en eau potable.

Aujourd'hui,

le constat est amer. Tous les trois présentent un visage piteux et inquiétant. La pression anthropique croissante sur ces barrages a provoqué ce que nous voyons aujourd'hui en plein cœur de la capitale burkinabé". La question de la gestion durable de ces infrastructures d'approvisionnement en eau potable se pose avec acuité.

On le sait,

ces barrages, tout comme la forêt de Bangr-Weoogo, constituent les poumons écologiques pour la ville. Des techniciens en matière soutiennent qu'ils jouent un rôle de recharge de la nappe phréatique et servent de zones de tampon de préservation des Ouagalais contre les inondations. Ailleurs, les retenues d'eau sont bien préservées, surveillées pour leur assurer une longévité certaine. Chez nous, on observe sans mot dire. Les lits des barrages sont transformés en terrain de "marché de misère". Devons-nous être notre propre fossoyeur ?

Certes,

de nombreuses familles tirent leur pitance des activités de maraîchage ou de jardinage. Mais combien sont-elles celles qui savent que les terres fragilisées par leur labour sont emportées directement dans le lit par la pluie ? L'ensablement et la prolifération de la jacinthe d'eau sont visibles. Les profondeurs originelles de ces retenues sont réduites, jour après jour. C'est désolant.

Face à ces agressions et

menaces, il est difficile de jouer à l'indifférence. Nous ne gagnerons rien à laisser disparaître ces ouvrages. La présence de ces barrages en plein centre-ville sert aux hommes, aux animaux et à la végétation. Tout le monde se souvient, comme si c'était hier, du sinistre du 1er septembre 2009. Si ces retenues d'eau n'existaient pas, la catastrophe hydraulique allait être plus grande. D'ailleurs, des spécialistes ont indiqué que si ces barrages cedaient, les sinistres atteindraient le chiffre de 150 000 à Ouagadougou.

De temps en temps, les mÃ©dias et autres structures attirent l'attention des dÃ©cideurs. Jusque-lÃ , c'est silence radio. Il est temps d'agir. Les autoritÃ©s municipales, celles en charge de l'eau, de l'environnement et de l'agriculture sont interpellÃ©es. L'heure de la sensibilisation et de la rÃ©pression a sonnÃ©. Si des mesures ne sont pas prises, ces barrages risquent de disparaÃ®tre un jour. Il suffit d'y faire un tour pour constater la menace. Et pourtant une solution Ã la pollution des barrages est encore possible. Il va falloir commencer Ã multiplier les visites de terrain. Sous d'autres cieux, il existe une police de l'eau, chargÃ©e de la surveillance, avec tous les moyens d'action possible. La nature a horreur du vide. Tant qu'il n'y aura pas une interdiction formelle de mener des activitÃ©s dans le lit des barrages, les Ouagalais payeront pour leur silence. Notre indiffÃ©rence nous conduira inÃ©vitablement vers le dÃ;sastre. Mais serons-nous fiers de cette tragÃ©die hydro-Ã©cologique ? Ã€ chacun sa rÃ©ponse.

Rabankhi Abou-BÃ¢kr Zida, Sidwaya Quotidien (Ouagadougou) - AllAfrica 09-03-2014